

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1977 Nr. 116

A. TITEL

*Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en
harmonisatie van douaneprocedures, met Bijlagen;
Kyoto, 18 mei 1973*

B. TEKST

De tekst van Overeenkomst en Bijlagen is geplaatst in *Trb.* 1975, 92.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1975, 92.

D. PARLEMENT

Bij brieven van 18 februari 1977 (Kamerstuk II 1976/77 – 14 381, nr. 1) is de Overeenkomst, met Bijlagen, in overeenstemming met artikel 60, tweede lid, en op de voet van artikel 61, derde lid, van de Grondwet overgelegd aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal.

De toelichtende nota die de brieven vergezelde, is ondertekend door de Staatssecretaris van Financiën M. J. VAN ROOIJEN en de Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken L. J. BRINKHORST.

De goedkeuring door de Staten-Generaal is verleend op 25 maart 1977.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, juncto artikel 1, letter c, van de Overeenkomst hebben de volgende Staten een akte

van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

België	20 oktober 1975
Japan	10 juni 1976
Zweden	31 augustus 1976
Zwitserland	13 april 1977
het Koninkrijk der Nederlanden (voor Nederland)	8 juni 1977

Behalve de in *Trb.* 1975, 92 genoemde Staten hebben in overeenstemming met artikel 11, vierde c.q. zesde lid, van de Overeenkomst de volgende Staten de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad medegedeeld dat zij een of meer Bijlagen bij de Overeenkomst aanvaarden:

Noorwegen	5 augustus 1975
-----------------	-----------------

Bijlagen E.3, E.4 en E.5 onder de volgende voorbehouden:

La Norvège accepte l'Annexe E.3, concernant les entrepôts de douane avec une réserve pour ce qui est de la norme 19 qui prévoit que la durée maximale d'entreposage ne doit pas être inférieure à un an. En effet, aux termes du règlement norvégien pertinent, la durée normale d'entreposage est de trois mois, les autorités douanières étant toutefois habilitées à proroger ce délai dans des cas particuliers.

La Norvège accepte l'Annexe E.5, concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état avec les réserves suivantes:

Norme 23

Il n'existe ni port franc ni zone franche en Norvège.

Pratique recommandée 35

En ce qui concerne les paragraphes 5 et 6 relatifs au „matériel scientifique” et au „matériel pédagogique”, visés à l'article 1, paragraphe A) de la Convention douanière du 11 juin 1968 et de la Convention douanière du 8 juin 1970 respectivement, la Norvège n'a pas accepté ces conventions.

Paragraphe 11

Les „véhicules routiers commerciaux” importés temporairement en franchise des droits et taxes ne sont pas autorisés à circuler en Norvège à des fins commerciales.

Pratique recommandée 37

Paragraphe 2

Les objets qui ne peuvent servir qu'à faire de la réclame pour un article déterminé ou de la propagande pour un but déterminé sont passibles de droits dans la mesure où ils sont utilisés pour faire de la publicité ou pour attirer l'oeil quand ils sont placés dans des étalages ou dans des locaux commerciaux. Les catalogues, les listes de prix et la publicité commerciale relevant de la Convention du 7 novembre 1952 sur l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire sont exonérés de droits.

Paragraphe 3

Les supports d'information destinés à être utilisés pour le traitement automatique des données sont passibles de droit calculés suivant la position tarifaire appropriée. Les droits et taxes à l'importation ne seront pas remboursés lorsque lesdits supports auront été utilisés en Norvège à des fins de production.

Paragraphe 4

Ce qui précède s'applique également aux dessins et aux modèles servant à la fabrication de marchandises. Toutefois, les dessins d'atelier ainsi que les modèles, à utiliser en fonderie par exemple, sont actuellement exonérés des droits et taxes à l'importation.

Paragraphe 5

Les matrices, clichés, etc. relevant de la position tarifaire n° 84.34 ne peuvent être importés en franchise. Le régime du drawback ne peut non plus être appliqué lorsque lesdits objets sont réexportés après avoir été utilisés en Norvège, sauf s'ils ont servi à l'impression d'ouvrages scientifiques ou techniques.

Paragraphe 6

Les moules sont passibles de droits et relèvent de la position tarifaire n° 84.60. Les droits et taxes à l'importation ne seront pas remboursés si lesdits objets sont réexportés après avoir été utilisés à des fins de production.

Paragraphe 8

Lors de leur réexportation, les objets en question ont déjà été utilisés en Norvège, ce qui écarte du même coup toute possibilité de remboursement des droits et taxes à l'importation. La suspension partielle des droits et taxes à l'importation peut, toutefois, être accordée conformément à l'article 23 3) du tarif douanier, sous réserve que l'exportation s'effectue sous la surveillance des autorités douanières.

Paragraphe 11

Les marchandises achetées par correspondance pour vente éventuelle ne peuvent pas, aux termes du règlement en vigueur, bénéficier du remboursement des droits et taxes à l'importation lorsqu'elles sont réexportées, sauf si leur renvoi est dû à des circonstances qui auraient entraîné l'application du régime du drawback, même si ces marchandises avaient été achetées à titre définitif.

Pratique recommandée 38

La Norvège n'accepte la suspension partielle des droits et taxes à l'importation (exonération des droits) que s'il s'agit de marchandises pour lesquelles la suspension (partielle) des droits et taxes à l'importation peut être accordée conformément à l'article 23 2) du tarif douanier.

Nieuw Zeeland 20 augustus 1975

Bijlage E.4 onder de volgende voorbehouden:

a) en ce qui concerne la pratique recommandée 3 de l'annexe E.4, les lois et règlements en vigueur en Nouvelle-Zélande permettent

l'application du régime du drawback lorsque les marchandises importées ayant supporté des droits à l'importation sont ultérieurement exportées. Ils ne permettent pas l'application de ce régime lorsque les marchandises ont été remplacées par des marchandises équivalentes;

b) en ce qui concerne la pratique recommandée 14 de l'annexe E.4, les lois et règlements en vigueur en Nouvelle-Zélande autorisent le paiement du drawback lorsqu'il est établi à la satisfaction de la Direction des douanes que les marchandises ont effectivement été exportées, ou lorsqu'elles ont été emballées pour l'exportation dans un conteneur destiné à recevoir des marchandises en vrac, l'emportage ayant été effectué dans un terminal douanier et la sécurité du conteneur étant assurée à la satisfaction de la Direction des douanes. Les lois et règlements n'autorisent cependant pas le paiement du drawback lors de la mise en entrepôt de douane des marchandises à condition qu'elles soient destinées à être exportées ultérieurement.

Canada 24 september 1975

Bijlage F.6.

België 20 oktober 1975

Bijlage E.3 onder bevestiging van de voorbehouden gemaakt bij ondertekening van de Overeenkomst.

Noorwegen 29 oktober 1975

Bijlage E.6 onder voorbehouden ¹⁾ en F.6.

Australië 13 november 1975

Bijlage E.4 onder de volgende voorbehouden:

Pratique recommandée 3

Aux termes de la réglementation douanière australienne, les règles du drawback portent sur le remboursement des droits acquittés à l'égard des marchandises importées lorsque ces marchandises sont ultérieurement exportées. Il n'existe aucune disposition qui étende le champ d'application de ces règles aux marchandises d'origine nationale exportées en lieu et place des marchandises importées.

Pratique recommandée 14

La réglementation douanière australienne stipule que le drawback applicable aux droits de douane peut être versé lors de l'exportation des marchandises importées. Or, dans le cas visé dans cette pratique recommandée, les marchandises n'ont pas encore été exportées lors du versement du drawback.

Canada 12 februari 1976

Bijlagen B.1 onder voorbehouden ¹⁾ en E.1.

Nieuw Zeeland 31 mei 1976

Bijlagen D.1 onder voorbehouden ¹⁾, D.2 onder een voorbehoud ¹⁾ en D.3.

Japan 10 juni 1976

Bijlage E.3 onder de volgende voorbehouden:

Pratique recommandée 11

Aux termes de la législation nationale en vigueur au Japon, ne sont pas admises en entrepôt de douane les marchandises qui, pour des raisons économiques, sont soumises à certaines restrictions à l'importation.

Pratique recommandée 13

La législation nationale stipule que le remboursement des droits et taxes à l'importation est subordonné à l'exportation effective des marchandises importées.

Pratique recommandée 14

La législation nationale stipule que l'apurement du régime d'admission temporaire est subordonné à l'exportation effective des marchandises importées.

Pratique recommandée 15

La législation nationale stipule que l'exonération ou le remboursement des taxes internes dont sont passibles les marchandises destinées à l'exportation est subordonné à l'exportation effective des marchandises.

Nigeria 6 juli 1976

Bijlagen E.3 en E.5 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les entrepôts de douane (E.3.)

Pratique recommandée 11

Les lois nigérianes interdisent l'importation, même pour la mise en entrepôt, de marchandises faisant l'objet de prohibitions à l'importation et de toutes les marchandises en provenance de certains pays comme l'Afrique du Sud, la Rhodésie (Zimbabwe) et la Namibie (Afrique du Sud-Ouest).

Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état (E.5.)

Pratique recommandée 5

Les lois nigérianes interdisent l'importation, même en admission temporaire, de marchandises importées de certains pays comme l'Afrique du Sud, la Rhodésie (Zimbabwe) et la Namibie (Afrique du Sud-Ouest) ou de marchandises faisant l'objet de prohibitions à l'importation.

Norme 23

Les lois nigérianes ne prévoient pas de ports francs où le dépôt de marchandises importées temporairement mettrait fin au régime de l'admission temporaire.

Pratique recommandée 35

Le Nigéria n'a pas encore adhéré aux Conventions relatives aux emballages, aux marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, au matériel professionnel, au matériel pédagogique, aux échantillons et aux films publicitaires, au matériel de propagande touristique, aux conteneurs, aux palettes et aux véhicules routiers commerciaux.

Pratique recommandée 36

Le Nigéria n'a pas encore adhéré aux Conventions relatives aux emballages, aux marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, au matériel professionnel, au matériel pédagogique, aux échantillons et aux films publicitaires, au matériel de propagande touristique, aux conteneurs, aux palettes et aux véhicules routiers commerciaux.

Pratique recommandée 37

Le Nigéria préfère des dispositions plus souples qui laissent aux Parties contractantes la liberté de choisir les marchandises admises à bénéficier des facilités d'admission temporaire.

Zweden 31 augustus 1976

Bijlage F.6; Bijlagen E.4 en E.5 onder de volgende voorbe-
houden:

Annexe concernant le drawback (E.4.)

Pratique recommandée 14

Les lois et règlements suédois n'autorisent cette facilité que pour les entrepôts d'approvisionnement.

Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état (E.5.)

*Pratique recommandée 35**Paragraphes 5) et 6)*

Les lois et règlements suédois ne comportent aucune disposition particulière prévoyant l'admission temporaire des marchandises visées dans les deux conventions douanières en question. Une grande partie de ces marchandises bénéficient cependant de la suspension des droits de douane en vertu de règles particulières. Si les marchandises sont importées à l'occasion d'un prêt gratuit, elles bénéficient de la suspension des droits de douane et des taxes.

*Pratique recommandée 37**Paragraphe 2)*

Les lois et règlements ne prévoient aucune disposition générale

concernant l'admission en franchise à titre temporaire ou définitif du matériel publicitaire.

Paragraphe 3)

Ces supports bénéficient de l'admission en franchise à titre définitif, à condition toutefois qu'ils soient fournis gratuitement.

Paragraphes 4) - 6)

En règle générale, l'admission temporaire n'est accordée qu'à l'égard:

a) des modèles destinés à servir à la fabrication de marchandises, et

b) des outils et instruments spécialisés destinés à être utilisés à la fabrication de marchandises à livrer à l'étranger, à condition que les outils ou instruments soient fournis par l'acheteur étranger des marchandises ainsi fabriquées.

Paragraphe 8)

L'admission en franchise à titre temporaire ou définitif n'est pas accordée dans ce cas, mais le remboursement partiel des droits et taxes à l'importation peut être accordé lors de la réexportation dans certains cas.

Pratique recommandée 38

Les lois et règlements suédois ne prévoient pas l'admission temporaire avec suspension partielle des droits et taxes à l'importation. En revanche, on applique un système de remboursement partiel lors de la réexportation.

Algerije 12 oktober 1976

Bijlagen E3, E4 en E5.

India 18 oktober 1976

Bijlagen B.1 onder voorbehouden ¹⁾ en E.3 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les entrepôts de douane (E.3.)

Pratique recommandée 8

Le montant de la garantie est fixé en tenant compte non seulement des droits et autres taxes exigibles mais, également, des pénalités susceptibles d'être encourues aux termes de la législation douanière.

Pratique recommandée 9

Une garantie sous forme de soumission est exigée pour les marchandises placées en entrepôt de douane, que cet entrepôt soit placé ou non sous fermeture douanière.

Pratique recommandée 11

L'importation et l'admission en entrepôt de douane des marchandises soumises à des prohibitions ou restrictions dites de caractère

économique ou autres ne sont autorisées que si ces marchandises sont couvertes par un permis ou une autorisation d'importation.

Pratique recommandée 13

Le remboursement des droits et taxes à l'importation, l'apurement du régime de l'admission temporaire, l'exonération ou le remboursement des droits et taxes internes ne sont autorisés que lorsque les marchandises sont exportées.

Pratique recommandée 14

Le remboursement des droits et taxes à l'importation, l'apurement du régime de l'admission temporaire, l'exonération ou le remboursement des droits et taxes internes ne sont autorisés que lorsque les marchandises sont exportées.

Pratique recommandée 15

Le remboursement des droits et taxes à l'importation, l'apurement du régime de l'admission temporaire, l'exonération ou le remboursement des droits et taxes internes ne sont autorisés que lorsque les marchandises sont exportées.

Norme 19

La durée maximale d'entreposage, dans le cas de marchandises susceptibles de s'avarier, peut être ramenée à moins d'un an.

Cyprus 25 oktober 1976

Bijlagen E.3 en E.4 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les entrepôts de douane (E.3.)

Pratique recommandée 11

Une licence d'importation doit être présentée pour certaines marchandises et pour des marchandises importées de certains pays.

Annexe concernant le drawback (E.4.)

Pratique recommandée 3

Le drawback n'est applicable qu'aux produits qui ont effectivement été mis en oeuvre.

Nieuw Zeeland 3 januari 1977

Bijlagen B.1 onder een voorbehoud ¹⁾ en E.1.

Zweden 3 januari 1977

Bijlagen B.1 onder voorbehouden ¹⁾ en E.1 onder een voorbehoud ¹⁾

Kameroen 12 januari 1977

Bijlage E.4.

Israël 31 maart 1977

Bijlagen E.3, E.4 en E.5 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les entrepôts de douane (E.3.)

Pratique recommandée 9

La législation nationale exige qu'une garantie soit constituée même dans les cas où l'entrepôt est placé sous fermeture douanière.

Pratique recommandée 13

La législation nationale ne prévoit le remboursement des droits et taxes à l'importation que lorsque l'exportation des marchandises est effective.

Pratique recommandée 15

La législation nationale ne prévoit pas l'exonération ou le remboursement des droits et taxes internes en cas d'entreposage de marchandises destinées à être exportées.

Annexe concernant le drawback (E.4.)

Pratique recommandée 10

Conformément aux dispositions de la législation nationale, la vérification des marchandises par les autorités douanières est souvent nécessaire pour, notamment, accorder le bénéfice du drawback ou le remboursement des droits et taxes.

Pratique recommandée 14

La législation nationale ne prévoit le remboursement des droits et taxes à l'importation que lorsque l'exportation des marchandises est effective.

Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état (E.5.)

Pratique recommandée 5

L'admission temporaire est subordonnée au respect de la condition de réciprocité par le pays d'origine, de provenance ou de destination des marchandises.

Pratique recommandée 11

La forme de la garantie à constituer par le déclarant est fixée par les autorités douanières.

Pratique recommandée 33

Le remboursement d'une consignation en espèces pour des marchandises destinées à être réexportées ne peut être effectué qu'au bureau d'entrée, sauf lorsque les marchandises ont été importées temporairement par un touriste.

Zwitserland 13 april 1977

Bijlagen A.1, A.2, B.1 onder voorbehouden en verklaringen ¹⁾,
D.1 onder een voorbehoud of verklaring ¹⁾, D.2 onder voorbe-

houden en verklaringen ¹⁾, D.3 onder een verklaring ¹⁾, E.1 onder een voorbehoud ¹⁾, E.3, E.6 onder voorbehouden en verklaringen ¹⁾, E.8 onder voorbehouden en verklaringen ¹⁾, F.1 onder voorbehouden en verklaringen ¹⁾, F.3 onder voorbehouden ¹⁾, F.5 onder voorbehouden en verklaringen ¹⁾, F.6 onder voorbehouden en verklaringen ¹⁾ en E.4 en E.5 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

Annexe concernant le drawback (E.4.)

Norme 2

Le régime du drawback est applicable à un nombre restreint de marchandises importées à l'état de matières premières ou de produits semi-ouvrés qui, après ouvraison ou transformation en Suisse, sont réexportés comme produits finis. Actuellement, le bénéfice de ce régime est accordé aux produits contenant du sucre (restitution partielle des droits de douane) et aux produits contenant de l'alcool (remboursement des taxes fiscales grevant les alcools).

Pratique recommandée 12

Les demandes de drawback pour les droits contenant du sucre doivent être présentées dans un délai maximal de 12 mois à compter de l'exportation des produits, sans possibilité de prorogation.

Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état (E.5.)

Norme 24

Dans certains cas assez exceptionnels, les autorités douanières peuvent prescrire la réexportation des marchandises par un bureau de douane déterminé.

Pratique recommandée 36

Aux termes de la législation suisse, l'admission temporaire des emballages visés au paragraphe 1) de la pratique recommandée 35 est subordonnée à la présentation d'une déclaration écrite et à la constitution d'une garantie.

Pratique recommandée 37

Paragraphe 5)

L'admission temporaire est autorisée pour autant que le matériel visé sous ce paragraphe soit utilisé à l'exécution de commandes destinées à l'étranger.

Pratique recommandée 38

Pour des motifs économiques, l'importation temporaire de marchandises utilisées à des fins de production ou pour l'exécution de travaux est soumise à une autorisation de la Direction générale des douanes. Si cette autorisation est octroyée, les marchandises bénéficient de la suspension totale des droits et taxes à l'importation.

Les marchandises utilisées, même temporairement, pour le transport en trafic interne, doivent en principe être dédouanées pour la mise à la consommation avant toute utilisation.

het Koninkrijk der Nederlanden

(voor Nederland) 8 juni 1977

Bijlage E.3 onder de volgende verklaring:

Pour l'application de ladite Annexe, il faut entendre par „entrepôts de douane”: les entrepôts de douane fictifs et les établissements visés au chapitre XIV, section 1 du décret royal du 29 mai 1962;

en onder de volgende voorbehouden:

a) En ce qui concerne la pratique recommandée n° 9, telle qu'elle est formulée dans ladite Annexe, la législation néerlandaise en vigueur exige toujours une garantie, tant pour l'entreposage dans les entrepôts de douane fictifs que dans les établissements visés au chapitre XIV, section 1 du décret royal du 29 mai 1962.

b) En ce qui concerne la pratique recommandée n° 15, telle qu'elle est formulée dans ladite Annexe, la législation néerlandaise actuellement en vigueur n'autorise que dans une mesure limitée la mise en entrepôt de marchandises avec les effets visés dans ladite recommandation.

Canada 10 juni 1977

Bijlagen A.1 onder voorbehouden ¹⁾, A.2 onder voorbehouden ¹⁾, E.8 onder voorbehouden ¹⁾ en F.5 onder voorbehouden ¹⁾.

¹⁾ De tekst van deze voorbehouden en verklaringen is niet opgenomen in dit Tractatenblad.

F. TOETREDING

Behalve de in *Trb.* 1975, 92 genoemde Staat hebben de volgende Staten in overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, van de Overeenkomst een akte van toetreding nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Noorwegen	5 augustus 1975
Nieuw Zeeland	20 augustus 1975
Nigeria	6 juli 1976
Algerije	12 oktober 1976
India	18 oktober 1976
Cyprus	25 oktober 1976
Kameroen	12 januari 1977
Israël	31 maart 1977

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1975, 92.

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 12,

tweede lid, voorts nog in werking getreden of zullen in werking treden voor de volgende Staten:

Noorwegen	5 november 1975
Nieuw Zeeland	20 november 1975
België	20 januari 1976
Japan	10 september 1976
Nigeria	6 oktober 1976
Zweden	30 november 1976
Algerije	12 januari 1977
India	18 januari 1977
Cyprus	25 januari 1977
Kameroen	12 april 1977
Israël	30 juni 1977
Zwitserland	13 juli 1977
het Koninkrijk der Nederlanden (voor Nederland)	8 september 1977

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is bijlage E.3 voorts nog in werking getreden of zal in werking treden voor:

Noorwegen	5 november 1975
België	20 januari 1976
Japan	10 september 1976
Nigeria	6 oktober 1976
Algerije	12 januari 1977
India	18 januari 1977
Cyprus	25 januari 1977
Israël	30 juni 1977
Zwitserland	13 juli 1977
het Koninkrijk der Nederlanden (voor Nederland)	8 september 1977

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.4 voorts nog in werking getreden voor:

Noorwegen	5 november 1975
Nieuw Zeeland	20 november 1975
Australië	13 februari 1976
Zweden	30 november 1976
Algerije	12 januari 1977
Cyprus	25 januari 1977
Kameroen	12 april 1977
Israël	30 juni 1977
Zwitserland	13 juli 1977

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.5 in werking getreden voor:

Boeroendi	5 november 1975
-----------	-----------------

Gambia	5 november 1975
Italië	5 november 1975
Noorwegen	5 november 1975
Oostenrijk	5 november 1975
Nigeria	6 oktober 1976
Zweden	30 november 1976
Algerije	12 januari 1977
Israël	30 juni 1977
Zwitserland	13 juli 1977

In overeenstemming met artikel 12, derde lid, van de Overeenkomst is Bijlage B.1 in werking getreden voor:

Canada	13 juli 1977
India	13 juli 1977
Nieuw Zeeland	13 juli 1977
Zweden	13 juli 1977
Zwitserland	13 juli 1977

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Zie *Trb.* 1975, 92. De aldaar genoemde aanvaarding van Bijlage E.3 voor de Kanaal-eilanden en het eiland Man is blijkens mededeling van de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad geschied onder dezelfde voorbehouden als op 27 juni 1974 gemaakt door het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland bij ondertekening van de Overeenkomst (zie rubriek E van *Trb.* 1975, 92).

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1975, 92.

Sinds de totstandkoming van de onderhavige Overeenkomst met de Bijlagen E.3, E.4 en E.5 heeft de Internationale Douaneraad bij besluit van 10 juni 1974 de teksten aangenomen van de Bijlagen D.1, D.2, D.3, E.6, E.7 en F.6, waarvan de titels in Nederlandse vertaling luiden:

Bijlage betreffende de voorschriften inzake herkomst (Bijlage D.1.)

Bijlage betreffende de bewijzen van herkomst (Bijlage D.2.)

Bijlage betreffende de controle van de bewijzen van herkomst (Bijlage D.3.)

Bijlage betreffende de tijdelijke invoer voor actieve veredeling (Bijlage E.6.)

Bijlage betreffende de regeling voor het aanvullen van de voorraad zonder betaling van rechten of heffingen (Bijlage E.7.)

Bijlage betreffende de terugbetaling van rechten en heffingen bij invoer (Bijlage F.6.).

Vervolgens heeft de Raad bij besluit van 22 mei 1975 de teksten aangenomen van de Bijlagen B.1, E.1 en E.8, waarvan de titels in Nederlandse vertaling luiden:

Bijlage betreffende het vrije verkeer (Bijlage B.1.)

Bijlage betreffende het douaneverkeer (Bijlage E.1.)

Bijlage betreffende de tijdelijke uitvoer voor passieve veredeling (Bijlage E.8.).

Tenslotte heeft de Raad bij besluit van 15 juni 1976 de teksten aangenomen van de Bijlagen A.1, A.2, F.1 en F.5, en bij besluit van 16 juni 1976 de tekst aangenomen van de Bijlage F.3, waarvan de titels in Nederlandse vertaling luiden:

Bijlage betreffende de douaneformaliteiten voorafgaande aan de aangifte van de goederen (Bijlage A.1.)

Bijlage betreffende de tijdelijke opslag van goederen (Bijlage A.2.)

Bijlage betreffende de vrije zones (Bijlage F.1.)

Bijlage betreffende douanefaciliteiten voor reizigers (Bijlage F.3.)

Bijlage betreffende spoedeisende zendingen (Bijlage F.5.).

Uitgegeven de *tiende* augustus 1977.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.